

Unité interdépartementale Anjou Maine

Saint Barthélémy d'Anjou, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats



Publié sur

TERRENA

ZI des Touches
Rue Edouard Branly
53000 LAVAL

Références : 2022-036-INSP-TERRENA-Silo-Laval_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 janvier 2022 dans l'établissement TERRENA implanté ZI des Touches Rue Edouard Branly 53000 LAVAL. L'inspection a été annoncée le 29/11/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de cette inspection est d'examiner les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2021 concernant le silo 1 (absence de découplage) et l'implantation d'un tiers dans le périmètre du site, sans en avoir informé le préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- ZI des Touches Rue Edouard Branly 53000 LAVAL
- Code AIOT dans GUN : 0006303223
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TERRENA exerce sur le site de Laval des activités de stockage de céréales et une activité de fabrication d'aliments pour animaux. L'exploitation des silos 1 et 2 est distinguée de celle du silo 3 couplé à l'usine d'aliments, le suivi d'exploitation est réalisé sous la responsabilité de personnes distinctes au sein de l'établissement autorisé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'APMD du 21 avril 2021

- Surveillance des eaux pluviales de ruissellement
- réexamen IED (usine d'aliments pour animaux)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 et suivants	/	
Suite visite 19/11/2020 - Réexamen IED	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-71	/	
Suite visite du 19 novembre 2020 - eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 33	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite visite du 19 novembre 2020 - APMD	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article Article 1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à l'arrêt les silos 1 et 2 qui font l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2021 pour l'absence de dispositifs de découplage dans le silo 1 et la présence de tiers sur le site. Du fait de l'arrêt de l'activité au niveau des silos 1 et 2, l'arrêté de mise en demeure peut être levé sur ce point. En effet, en l'absence de céréales en vrac dans ces silos, la nécessité d'un découplage entre la tour et les galeries du silo 1, imposé dans l'arrêté préfectoral complémentaire en 2009, n'est plus requise.

Concernant le second point de l'arrêté de mise en demeure du 21 avril 2021 rappelant l'obligation de porter à la connaissance au préfet des modifications apportées au site avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, du fait de la réduction du périmètre exploité, la parcelle concernée étant occupée par un tiers, le jour de l'inspection, cette obligation n'a pas été respectée. Le 26 janvier 2022, l'exploitant a transmis un document en ce sens au préfet avec copie à l'inspection des installations classées. Ce document est en cours d'instruction. Cependant, après lecture du document, l'inspection des installations classées propose de lever le second point de l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite visite du 19 novembre 2020 - APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article Article 1

Prescription contrôlée :

Article 1 - La société Coopérative Agricole TERRENA dont le siège social est La Noëlle-BP20199-44155 à ANCENIS cedex, exploitant des installations de stockage de céréales et une usine de fabrication d'aliments pour les animaux sur la zone industrielle des Touches rue Edouard Branly à Laval, est mise en demeure de respecter dans les délais maximaux ci-après définis, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- dans un délai maximal de trois mois, concernant l'implantation de la société SICARBU OUEST sur le périmètre autorisé du site :

l'exploitant fait le nécessaire pour porter à la connaissance du préfet la modification apportée à ses activités, installations et ouvrages accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires en application de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Il sera tenu compte des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et des arrêtés préfectoraux pris pour le site du 21 avril 1988 et du 7 mai 2009. En particulier, l'exploitant joindra à l'appui de son porter à connaissance, la présentation (liste non exhaustive) :

- des modélisations réalisées pour l'évaluation des risques accidentels avec les cartographies associées telles qu'elles ont été identifiées dans l'étude de dangers et ses compléments, éventuellement complétées par toute nouvelle modélisation d'explosion qui s'avérerait nécessaire à l'appréciation des risques accidentels sur le site, ainsi que la cartographie relative aux distances forfaitaires autour des silos selon l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

- dans un délai maximal de six mois, concernant la prévention d'une explosion et des risques de propagation d'une explosion, dans le silo 1 vertical métallique, entre la tour et les espaces sur cellules et sous cellules (galerie enterrée) :

l'exploitant fait le nécessaire pour la mise en place de dispositifs de découplage entre la tour de manutention et les espaces sur cellules et la galerie enterrée, tels que prescrits à l'article 1 du titre 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2009.

Si la configuration du silo 1 ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, ceci devra être justifié en particulier au regard des risques d'effets de surpression sur les tiers et de la faisabilité technico-économique des découplages, d'une part, et, d'autre part, de la mise en place d'un dispositif technique de protection d'efficacité au moins équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions selon les dispositions prévues par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé.

Constats : Par courrier du 21 août 2021, l'exploitant indique avoir mis à l'arrêt de façon momentanée les silos 1 (vertical métallique) et 2 (béton) dans l'attente de la mise à jour de l'étude de dangers en envisageant les scénarios suivants :

- continuer à utiliser les silos 1 et 2 ;
- utiliser uniquement le silo 2 ;
- l'arrêt définitif des deux silos.

Lors de la visite d'inspection, il est constaté l'arrêt des 2 silos (site propre et cellules de stockages vides de céréales en vrac, éléments électriques de sécurité maintenus). Dans la tour, sont entreposés des big bag de produits finis.

En séance, l'exploitant a confirmé le choix de l'arrêt définitif des 2 silos. Les bâtiments seront maintenus en place.

En ce qui concerne la parcelle 576 occupée par la société SICARBU OUEST, l'exploitant confirme qu'une convention a été établie entre les 2 entreprises fin 2021. L'exploitant a rappelé que cette parcelle était occupée par la maison d'habitation du gardien avant la cession à l'entreprise SICARBU OUEST dans les années 2010.

Considérant ces éléments, il peut être entendu que l'arrêt du stockage de céréales en vrac dans le

silo 1 écarte dorénavant le risque d'explosion lié à l'absence de dispositifs de découplage entre la tour de manutention et les espaces sur cellules et la galerie enterrée du silo 1. Sur ce point l'arrêté de mise en demeure du 21 avril 2021 peut être levé.

Dans la semaine qui a suivi la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 26 janvier 2022, un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement, confirmant cet arrêt des 2 silos ainsi que les modifications apportées au périmètre d'autorisation qu'il souhaite voir évoluer. En ce sens, sur ce point, l'arrêté de mise en demeure du 21 avril 2021 peut également être levé.

A noter que ce porter à connaissance fera l'objet d'une instruction qui pourra mener à une mise à jour du périmètre autorisé du site et confirmer l'arrêt de l'exploitation des silos 1 et 2 pour le stockage de céréales en vrac.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 et suivants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il est constaté l'arrêt des silos 1 et 2. En séance, l'exploitant a confirmé le choix de l'arrêt définitif des 2 silos. Les bâtiments seront maintenus en place. Dans le cadre de la procédure de cessation partielle à engager, dans la mesure où le site reste soumis à autorisation (rubrique 3642) et que les bâtiments des silos restent en place, un diagnostic des sols de l'établissement TERRENA n'apparaît pas nécessaire en l'état actuel et peut être différé.</p> <p>La parcelle 576 est occupée par la société SICARBU OUEST. Cette dernière société exerce des activités de stockage et de distribution d'hydrocarbures depuis plusieurs années sur cette parcelle. Avant la cession des terrains, cette parcelle était occupée par la maison d'habitation du gardien de TERRENA. Il n'y pas eu d'activité ICPE sur cette parcelle.</p> <p>Compte-tenu de la nature des activités exercées par TERRENA (stockage céréales et production aliments), et qui n'ont pas été déployées sur la parcelle 576, d'une part, et des activités exercées depuis plusieurs années par SICARBU OUEST de stockage et de distribution d'hydrocarbures sur cette parcelle 576, d'autre part, et relevant de la législation sur les installations classées sous le régime de la déclaration, il n'apparaît plus pertinent de réaliser un diagnostic sol sur cette parcelle.</p> <p>Par ailleurs, à la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées par courriel du 26 janvier 2022, un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement, faisant savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'arrêt de l'exploitation des silos 1 et 2 pour du stockage en vrac (rubrique 2160) avec les mesures prises pour accompagner cet arrêt,- les modifications apportées au périmètre d'autorisation . <p>Ce porter à connaissance a été parallèlement aussi transmis au préfet au titre de l'article R181-46.</p> <p>Cependant, une notification de cessation partielle d'activité doit aussi être déposée conformément à l'article R.512-39-1 et suivants qui prévoient les mesures mises en œuvre et celles prévues pour la mise en sécurité du site dans le cadre de cet arrêt des activités de stockage de céréales au niveau des silos 1 et 2 ainsi que concernant la cession de la parcelle 576. Ce dossier est ainsi attendu dans un délai maximum de deux mois à compter de la réception de ce rapport par l'exploitant faute de quoi il sera proposé les suites administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Suite visite 19/11/2020 - Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-71

Prescription contrôlée :

« I. — En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

II. — En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 512-31, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté.

III. — Le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. S'il doit être soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit en outre le nombre d'exemplaires nécessaires à l'organisation de cette consultation dans les communes mentionnées au III de l'article R. 515-76. Il est accompagné d'un résumé non technique au format électronique.

IV. — Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant ».

Constats : L'exploitant a transmis un dossier de réexamen IED ainsi qu'un mémoire de justification de non-nécessité d'élaboration d'un rapport de base au titre de la rubrique 3642 le 9 juillet 2021. Avant l'entrée en vigueur de la rubrique 3642, le site était classé sous la rubrique 2260-2. Le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 3642 n'a pas pu être acté dans le mesure où l'exploitant n'avait pas demandé le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2260-1 devenue 3642 malgré une production déclarée de 600 tonnes/j. Le site n'a donc pas été connu relevant de la directive IED/IPPC.

Le courrier de l'inspection du 9 décembre 2021 demande à l'exploitant de formuler une demande de bénéfice des droits acquis en bonne et due forme pour poursuivre l'instruction du dossier de réexamen IED déposé le 9 juillet 2021.

En séance l'exploitant s'engage à apporter les éléments de réponse nécessaire à l'instruction du dossier IED du site.

Un porter à connaissance est également attendu au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement dans le cadre de la mise à jour du tableau de classement du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Suite visite du 19 novembre 2020 - eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 33
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 33 : «Les rejets en milieu naturel des eaux provenant de l'établissement présenteront les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- concentration en matières en suspension inférieure à 30 mg par litre ;- concentration en demande chimique en oxygène inférieure à 120 mg par litre. <p>Les eaux souillées d'hydrocarbures (aires de lavage des véhicules, aire de chargement du poste fuel etc ...) seront regroupées et traitées dans un débourbeur séparateur, avant d'être rejetées dans le réseau collectif. La teneur en hydrocarbures devra être inférieure à 20 mg/l (méthode infrarouge norme NF 90-203).</p> <p>Des aménagements seront réalisés de manière à permettre des prélèvements nécessaires aux fins de vérifier le respect des prescriptions ci-dessus</p> <p>Contrôles : l'exploitant fera effectuer à ses frais par un organisme spécialisé, choisi avec l'accord de l'inspecteur des installations classées, une série d'analyses aux fins de vérifier que les conditions de rejet imposés ci-dessus sont respectées. Ces analyses porteront :</p> <ul style="list-style-type: none">- au moins une fois par semestre sur les rejets des eaux souillées d'hydrocarbures.- de manière systématique sur les eaux rejetées en milieu naturel. <p>Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspecteur des installations classées. »</p>
<p>Constats : Aucune analyse d'effluent aqueux n'est réalisée sur le site.</p> <p>Il existe plusieurs points de rejets des eaux pluviales qui rejoignent le réseau communal.</p> <p>L'exploitant a remis un plan des réseaux lors de la visite, celui-ci n'est pas daté. Il ne permet pas d'identifier les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La présence de séparateurs hydrocarbures n'est pas matérialisée sur ce plan.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser les analyses prescrites conformément à l'article 33 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 avril 988. Il est attendu qu'il transmette à l'inspection des installations classées, dès qu'ils sont disponibles, les résultats de 2022 accompagnés d'un plan de localisation des points de contrôles. Un délai d'un an est proposé pour cette réalisation avec l'aide d'un organisme tiers.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites